



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Session de briefing n° 8 : Comment la migration internationale affecte-t-elle le développement rural ACP ?

11 décembre 2008 – 8h30-12h30

**Commission européenne, Bâtiment A. Borschette,
Rue Froissart, 36 - 1040 Bruxelles**

<http://brusselsbriefings.net/>

Impacts de la migration rurale

La pression démographique, la pénurie de terres, la chute de la productivité agricole et le manque d'opportunités économiques motivent les migrants ruraux dans leur quête d'une vie meilleure. Pour ce qui est de l'agriculture et du développement rural durables, l'impact de la migration peut être à la fois positif et négatif. Les fonds que les migrants internationaux envoient dans leur pays d'origine peuvent renforcer la sécurité alimentaire, stimuler la diversification des moyens de subsistance et des revenus et réduire la vulnérabilité engendrée par les chocs (filets de sécurité). Toutefois, la migration peut également entraîner une redistribution des tâches domestiques, réduire la production alimentaire, alourdir le fardeau de travail des hommes et des femmes qui demeurent au pays, créer ou creuser les disparités de genres et avoir un impact psychologique et social sur les migrants et sur leurs familles. Si les migrants peuvent stimuler la croissance économique dans les régions bénéficiaires, l'émigration peut également entraver le développement national. En effet, un nombre plus important de ménages auront à leur tête des femmes, la proportion hommes/femmes et la répartition dans les tranches d'âges sera bouleversée et la dynamique du marché du travail sera modifiée. Des politiques agricoles et de sécurité alimentaire solides peuvent avoir un impact positif significatif sur la migration en promouvant des opportunités d'emploi meilleures et plus nombreuses dans les régions rurales (via le développement d'entreprises, l'emploi et des technologies agricoles plus avancées) et en améliorant la possibilité pour les populations rurales d'utiliser les envois de fonds plus efficacement.¹

Le rôle caché des transferts de fonds dans le développement

Environ 1 milliard d'individus, presque un sixième de la population mondiale, bénéficient des envois de fonds. Les fonds envoyés via les canaux traditionnels sont passés de 30 milliards USD au début des années 1990 à 232 milliards USD en 2005, dont 70%, soit 167 milliards USD, à destination des pays en développement².

On estime à 50% supplémentaires les fonds envoyés via les canaux non traditionnels. Cela signifie que quelque 250 milliards USD sont envoyés dans les pays en développement, ce qui excède les flux d'investissements directs étrangers et représente plus du double de l'aide extérieure au développement. Le marché des transferts de fonds voit circuler des sommes d'argent tellement importantes que les banques sont tentées de s'arroger une part du gâteau via des partenariats ou leurs propres services de transfert monétaire, marché traditionnellement dominé par quelques compagnies.

L'argent envoyé dans les 27 États membres de l'UE par les migrants vers leur ancien pays de résidence, souvent via des transferts effectués par des travailleurs, atteignait 26 milliards € en 2006, contre 23 milliards € en 2005, ces chiffres comprenant les flux intérieurs et extérieurs à l'Union. Les flux vers d'autres États membres étaient bien moins importants que ceux envoyés vers des pays extracommunautaires. En 2006, les flux intérieurs à l'UE-27 représentaient 7 milliards €, soit un quart du total, contre 19 milliards € pour les flux extérieurs, soit les trois-quarts, ces proportions équivalant à celles de 2005. L'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et la France sont les principaux États membres d'origine des transferts. Ces cinq États membres représentent plus de 85% du total des fonds envoyés dans l'UE-27. Les données montrent qu'en 2006, plus du double de l'argent reçu de pays tiers a été envoyé dans l'UE-27 (19 milliards € envoyés contre 9 milliards € reçus)³. En réponse à la demande grandissante d'informations sur les transferts de fonds des travailleurs, Eurostat a lancé une étude ad hoc demandant aux États membres de fournir des

¹ Source OIT et FAO, Alimentation, agriculture et travail décent, http://www.fao-ilo.org/and_more/migration/fr/

² Federal Reserve Bank of Boston, *Leveraging Immigrant Remittances for Development*, New England Community Developments n.3, 2006, <http://www.bos.frb.org/commdev/necd/2006/q3/inter.pdf>

³ Il s'agit des principaux résultats d'une étude récente des statistiques des États membres menée par Eurostat, l'Office des statistiques de la CE. Eurostat – *Workers' remittances in the EU-27* n° 152/2007 – 13 novembre 2007, http://www.antigone.gr/listpage/community_documents/statistics/071127.pdf

statistiques sur ces transferts⁴À ces informations s'ajoute une nouvelle étude financée par la Commission européenne⁵.

L'Afrique sub-saharienne a reçu officiellement près de 12 milliards USD de transferts en 2007, et près du double si l'on y ajoute les flux « informels ». Le Nigéria, le Kenya, la Soudan, la Sénégal, l'Ouganda et l'Afrique du Sud sont les principaux bénéficiaires de transferts. Dans des petits pays tels que le Lesotho, ces transferts représentent un quart du PIB⁶.

Les coûts des transferts sont significativement plus élevés en Afrique par rapport à d'autres régions. Ils peuvent atteindre jusqu'à 25% du montant total envoyé. Les transferts entre pays africains (d'Afrique du Sud par exemple) sont particulièrement chers. La réduction de ces coûts entraînera une augmentation significative de ces transferts. Toutefois, la question qui se pose dès à présent porte sur la stabilité des flux : la récente crise internationale du crédit ralentira les transferts. Ceux-ci se sont généralement avérés anticycliques par le passé, avec une tendance à la hausse lorsque le pays est frappé par l'adversité.

Diaspora : moteur de développement ?

La diaspora est considérée par l'Union africaine comme la « sixième région » d'Afrique. La migration peut contribuer au développement rural mais il existe peu d'informations pouvant éclairer les décideurs dans l'élaboration de politiques de stimulation de la contribution de la migration au développement national.

La fuite des cerveaux, à savoir la migration de personnes qualifiées et éduquées, a frappé de nombreux pays des régions ACP. Toutefois, certains pays se sont efforcés de gérer la diaspora, ainsi que de faire face ou d'endiguer la fuite des cerveaux. À leur tour, les groupes et les réseaux de diasporas se sont vus renforcés par une approche plus économique de soutien de leurs pays d'origine⁷. En quelle proportion ces efforts bénéficient-ils au développement et aux communautés dans les régions rurales ? En quoi les diasporas contribuent-elles aux politiques de développement de leurs pays ?

Objectifs du briefing

Afin d'améliorer le partage d'informations et de promouvoir le réseautage, plusieurs partenaires, le CTA, la DG Développement de la CE, la Présidence de l'UE, le Secrétariat ACP, Euforic, Concord et IPS, organisent des briefings bimensuels sur des questions et des défis clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP.

Le briefing du 11 décembre portera sur l'impact de la migration internationale sur le développement rural ACP en (i) sensibilisant sur les défis existants et émergents ; (ii) promouvant l'échange d'informations et le partage d'expertise entre les groupes de développement basés à Bruxelles; (iii) alimentant le débat sur la migration et le développement en envisageant le problème sous différentes perspectives.

Groupe cible

Plus de 130 décideurs ACP-EU, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux européens de recherche, chercheurs et acteurs de terrain dans le domaine du développement, organisations internationales basées à Bruxelles.

Résultats

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des Briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Des rapports succincts (briefings) en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion. Des articles d'IPS Europe, le partenaire de cet événement, sont largement distribués.

⁴ Il convient de mentionner que les données fournies par les États membres tiennent compte des flux officiellement enregistrés dans le cadre des statistiques relatives à la balance des paiements. L'argent envoyé via des canaux informels ou illégaux n'est généralement pas enregistré et donc pas inclus dans les statistiques de cette étude.

⁵ *The volume and geography of remittances from the EU*, septembre 2007. http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/publication10089_en.pdf. Notons que l'étude fournit une vue d'ensemble de la répartition géographique des transferts, laquelle vient compléter l'étude Eurostat.

⁶ Blog de la Banque mondiale, « *Africa can help poverty* », <http://african.worldbank.org/how-will-the-financial-crisis-affect-remittances-to-africa>

⁷ OCDE, *International Migration Outlook, Part III - International Migrant Remittances and their Role in Development*, 2006 <http://www.oecd.org/dataoecd/61/46/38840502.pdf>